



ANTONIO PENNACCHI

Canal Mussolini



LIANA LEVI

Dix ans s'étaient écoulés depuis l'événement en question. Nous ne vivions plus à Codigoro, mais à Ca'Bragnadin, chez les comtes Zorzi Vila, et tout avait marché – jusque-là – comme sur des roulettes pour notre famille, car la terre était vaste et bonne, et nous étions nombreux à la travailler. Même les conditions contractuelles étaient bonnes. Nous n'en avons jamais eu d'aussi bonnes qu'avec le comte Zorzi Vila, que le Fascio justement nous avait déniché – en raison de l'événement en question –, puisque c'était un des propriétaires terriens amis de Balbo. Il nous portait aux nues – c'était tout au moins ce qui nous semblait –, tout allait pour le mieux, et nous n'avons cessé de prospérer pendant près de dix ans, sans avoir revu ni entendu Rossoni, Balbo et encore moins Mussolini, qui était Duce désormais et qui vivait à Rome.

Nous autres, nous n'étions que des paysans en paix avec Dieu et les hommes. Satisfaits de notre pain et de notre besogne, nous ne pensions plus qu'à travailler. Nos bêtes augmentaient en nombre, les filles se mariaient, les fils aussi. De nouveaux enfants naissaient et la famille s'agrandissait. C'est alors que le désastre nous est tombé dessus: le quota 90.

C'était en 1927 et, comme vous le savez, le commerce extérieur à l'époque ne reposait pas sur le dollar, mais sur l'or et la livre sterling, laquelle, en septembre 1926, avait atteint 149 liras, presque 150. La balance des paiements import-export s'écroulait. L'industrie italienne était en crise. Et il fallait payer le blé qu'on achetait à l'étranger – pour nourrir le peuple, puisque l'Italie n'en produisait pas assez, ce qui amena à déclarer quelques années plus tard la «bataille du blé» –, rendez-vous compte, 150 liras par livre sterling!

Eh bien, le Duce a soudain annoncé: «Je réévalue la lire. À partir de maintenant, c'est le quota 90, jamais plus de 90 liras pour une livre sterling», et le change est aussitôt descendu à moins de 86 liras. Je suis incapable de vous expliquer comment il s'y est pris ni quels moyens il a mis en œuvre, mais imaginez donc la joie de la grande industrie italienne qui, la veille encore, payait, disons 150 liras le kilo de charbon, de fer, de cuivre et de tout ce qu'elle devait acheter à l'étranger, et qui le payait maintenant 90. Nous autres aussi, les Peruzzi, nous avons commenté sur le moment: «Nom de nom, l'est habile not' Duce.»

Plus tard seulement – car en attendant nous continuions d'agir selon les mêmes principes avec les comtes Zorzi Vila, c'est-à-dire en partageant les récoltes par quintaux et les dépenses en liras: «Notez tout, mais en pleine confiance, nous ferons une addition unique à la fin», disait à chaque fois le *maldit* comte –, plus tard seulement nous nous sommes aperçus que si notre champ continuait de produire, mettons, ses dix quintaux de blé par an et que, en vendant ces dix quintaux de blé au marché nous avions obtenu 1 500 liras jusqu'en 1926, nous n'en obtenions à partir de 1927 que 900. Voyez vous-même ce que cela nous a coûté, et s'il est vrai ou pas que le quota 90 a tué les paysans italiens.

Essayez donc d'imaginer le tort que cela nous a causé, à nous autres métayers. Cela nous a laminés. Nous étions tenus de partager la récolte en deux moitiés avec le propriétaire – tant de quintaux à toi et tant à moi, moitié-moitié –, mais en termes de quintaux justement. Et nous étions également tenus de partager les frais. Or ces frais, Zorzi Vila les a tous comptabilisés en liras. Des dettes notées pendant des années, alors que nous étions persuadés d'en avoir remboursé une partie année après année au moyen de nos récoltes.

Et voilà que le comte Zorzi Vila a convoqué tous ses métayers et leur a dit : «Faisons nos comptes.» Et tant de ceci, tant de cela, tant de l'année 1925, tant de 1926 et de 1927, jusqu'à 1932; résultat, chacun de nous lui devait une somme faramineuse.

«Et les quintaux que nous vous avons donnés en plus de ceux qui vous revenaient? avons-nous tous demandé.

– Quels quintaux? Il s'agit ici d'argent, de lires! Montrez-moi vos reçus, si vous les avez.

– Les reçus? Nous avons toujours marché à la confiance.

– La confiance! s'est écrié le comte Zorzi. Montrez-moi votre argent ou vos reçus, sinon j'appelle les carabinieri.» Il nous a présenté notre note et nous a tous chassés, il a pris nos bêtes, soi-disant pour que nous soyons quittes, sans même les évaluer à leur juste prix, mais au prix du quota 90, un prix amputé, le *maldit*, et il a eu le toupet de conclure : «Bon, avec ces bêtes maigres, nous ne sommes même pas quittes ! Vous m' devez encore de l'argent, mais les Zorzi Vila ont toujours été magnanimes, vous n'avez plus qu'à remercier.» Merci, comte.

Nus comme des vers. Une main devant et une derrière, voilà à quoi ils nous avaient réduits. À l'état de crève-la-faim. Alors la fureur s'est saisie de mon oncle Adelchi – «L'est d'venu fol», disait ma grand-mère –, il a tiré sur le comte, sur le régisseur, et les carabinieri l'ont emmené, enchaîné.

C'est ainsi que mes autres oncles ont dû aller à Rome et que Rossoni leur a sauté au cou, qu'il les a étreints et embrassés sans cesser de réprimander les huissiers et les gardes qui ne leur avaient pas manifesté de respect tout de suite ni ne les avaient accompagnés à l'étage. Peut-être jouait-il la comédie, peut-être pas.

Quoi qu'il en soit, Rossoni les a conduits à l'étage, les a invités à s'asseoir et à tout raconter dans les moindres détails.

Et au fur et à mesure qu'ils parlaient, il opinait du bonnet pour signifier: «J'ai compris.» Il a fini par dire: «R'vendez demain. Aujourd'hui, j'vais me renseigner, j'réfléchirai et j'verrai c'que j'peux faire.»

Et le lendemain, mes oncles sont retournés au palazzo Venezia – en regardant de travers l'huissier, à juste titre – et à l'étage, Rossoni leur a lancé: «Souriez! Tout est réglé», au point qu'ils ont failli se mettre à danser dans son bureau.

En réalité, ce n'était réglé que pour oncle Adelchi; il était libre, l'ordre était déjà parti; du reste, il n'avait blessé personne – «Un Peruzzi qui sait pas viser! les a raillés Rossoni. Y tire sur quoi? Les papillons?» – et le comte avait accepté de retirer sa plainte. Mais pour les bêtes, c'était râpé: «J'peux rien y faire, c'est le quota 90, et le comte est dans son droit.» Enfilez-vous la balayette là où vous savez. «La seule chose que je peux faire, c'est de vous obtenir une ou deux exploitations dans les marais Pontins.

– Les marais Pontins?» s'est exclamé, terrifié, oncle Pericle, qui les avait vus du temps où il était militaire – quoique de l'extérieur, quoique de loin –, à Cisterna. Et de loin, on discernait déjà les forêts impénétrables, les étangs, les marécages et les gens à l'abdomen aussi gonflé qu'un ballon – y compris des adolescents de quinze ans, au foie enflé autant que des *panzarotti*, des rissoles –, sans compter les morts jetés sur les routes ou dans des fossés. Et, à l'intérieur de ces forêts impénétrables, les bandits dont parlaient les habitants de Cisterna, des gens qui avaient tué dans leur village d'origine – voire à Rome – et qui se réfugiaient là, où personne ne viendrait les chercher. Ils arrivaient dans les marais Pontins et se retrouvaient en zone franche, si l'on excepte la malaria et les agressions – car la malaria et les bandits étaient les seuls à pouvoir y pénétrer, certes pas les carabinieri ni les familles des victimes en quête de vengeance –, et quand vous passiez par là, racontaient les

habitants de Cisterna, les bandits vous agressaient. Parfois, ils se postaient sur les routes et attaquaient les voyageurs, l'autocar, la diligence: «La bourse ou la vie.» Les marais Pontins étaient une terre de mort. Et mon oncle le savait, ayant été à Cisterna s'occuper des chevaux de l'armée: «Z'êtes fol, Rossoni? Scusez, Excellence. Vous tenez vraiment à nous envoyer à la mort, nous aut', la race des Peruzzi? Qu'esse on vous a fait?

– Mais non, Peruzzi, t'as pas compris! Nous y avons créé un paradis, nous avons tout asséché, ce n'est plus du tout comme avant. Ça a changé du tout au tout.» Il tendait la main, paume vers le ciel, et la retournait brusquement vers le bas. «Du tout au tout. C'est d'venu un jardin, l'Jardin terrestre, et nous donnerons la terre aux paysans.

– J'veux pas d'c'te terre. L'est toute empestée. J'veux ma terre et j'veux mes bêtes.

– J'peux pus t'les donner. Mais j'te donnerai dans les marais Pontins tous les domaines que tu voudras. Et cette terre sera la tienne, Peruzzi, cette fois nous donnons vraiment la terre aux paysans. Après quelques années de métayage, elle t'appartiendra, tu deviendras propriétaire terrien, Peruzzi, tu deviendras un m'sieur.» Et le visage de Rossoni étincelait tandis qu'il parlait. Exactement comme s'il offrait à mes oncles la Terre promise.

«Dans les marais Pontins? répliquait oncle Pericle. Noonon, j'les connais.

– Mais la terre t'appartiendra! Tu seras propriétaire! Va donc voir avant d'refuser», insistait Rossoni.

Et comme mon oncle Pericle continuait de dire «Nooon», Rossoni s'est tourné vers oncle Temistocle: «Et toi, qu'esse t'en penses? Tu ne dis jamais rien, qu'le diable t'emporte!

– Moi...» s'est contenté de rétorquer oncle Temistocle, avant d'écartier les mains vers son frère et de prendre une tête

qui signifiait: «Nous sommes venus ici, nous pouvons aller là-bas. Nous n'avons rien à perdre. Nous avons fait trente, faisons trente et un. Pourquoi ne pas aller y jeter un coup d'œil?»

Alors Pericle a déclaré: «Bon, on est venus jusqu'ici, on ira jusque-là. Allons y j'ter un coup d'œil, qu'esse on a à perdre?»
Et ils sont repartis.